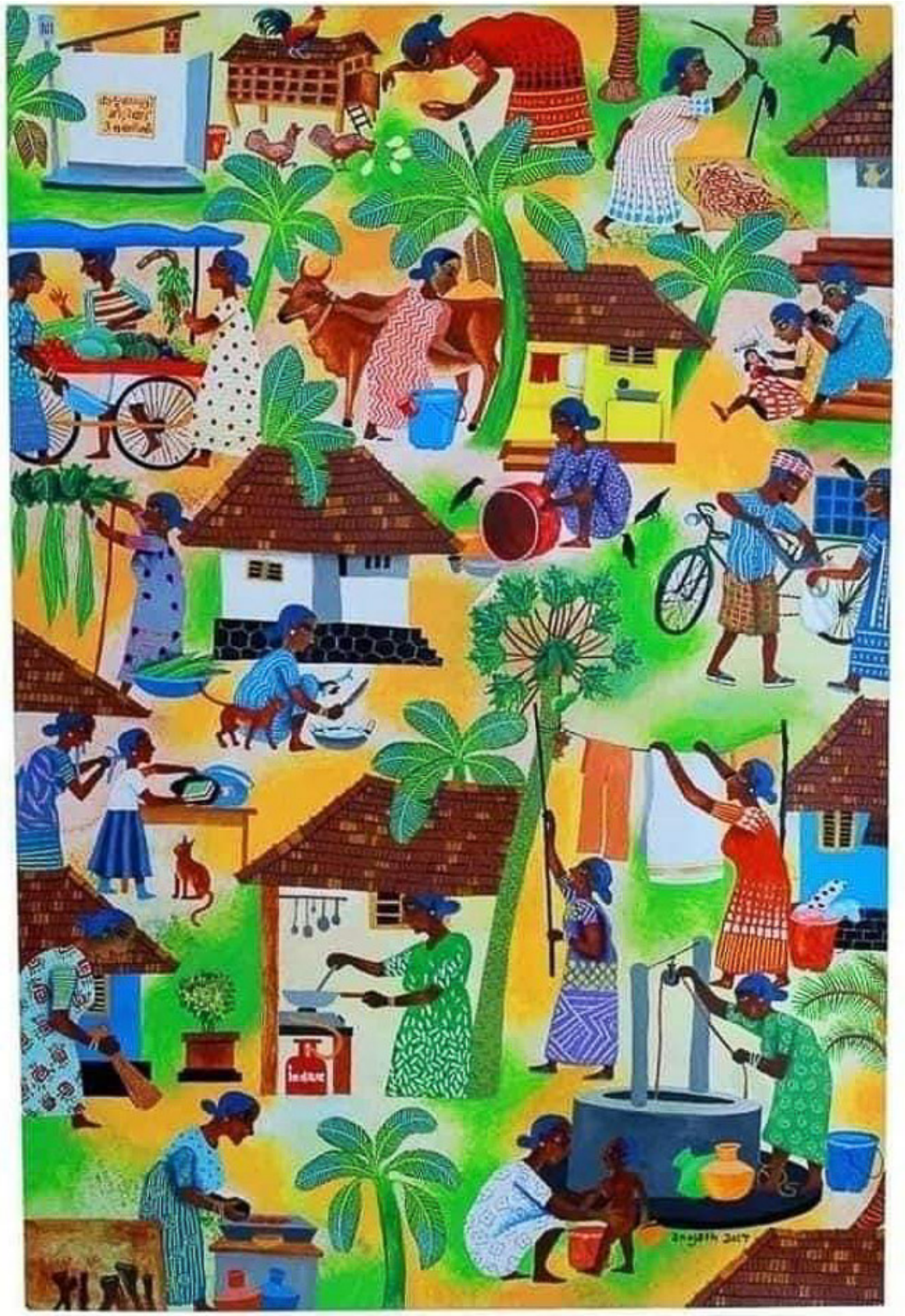
Newsletter n° 11 (2021) : Nous avons tant à apprendre du Kerala



Anujath Sindhu Vinaylal (India), My mother and the mothers in the neighborhood / Ma mère et les mères du quartier, 2017.

Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau de **Tricontinental : Institut de Recherche sociale**.

Les agriculteurs et les travailleurs agricoles indiens ont franchi le cap des cent jours de leur protestation contre le gouvernement du Premier ministre Narendra Modi. Ils ne se retireront pas tant que le gouvernement n'aura pas abrogé les lois qui confèrent les avantages de l'agriculture aux grandes entreprises. Il s'agit, selon les agriculteurs et les travailleurs agricoles, d'une lutte essentielle. La capitulation équivaut à la mort : avant même l'adoption de ces lois, plus de **315 000** agriculteurs indiens s'étaient suicidés depuis 1995 en raison du fardeau de la dette qui pesait sur eux.

Au cours des prochains mois et demi, des **élections** législatives auront lieu dans quatre États indiens (Assam, Kerala, Tamil Nadu et Bengale occidental) et dans un territoire de l'Union (Pondichéry). Ces quatre États comptent à eux seuls 225 millions d'habitants, ce qui ferait de cette région le cinquième plus grand pays du monde après l'Indonésie. Le *Bharatiya Janata Party* (BJP), dont est issu le Premier ministre Modi, n'est un concurrent sérieux dans aucun de ces États.


KERALA PUBLIC SCHOOL
RATION

Gopika Babu (India), Community / Communauté, 2021.

Au Kerala (35 millions d'habitants), le Front démocratique de gauche est au gouvernement depuis cinq ans, au cours desquels il a été confronté à plusieurs crises graves : les séquelles du cyclone Ockhi en 2017, l'épidémie de virus **Nipah** de 2018, les **inondations** de 2018 et 2019, puis la **pandémie** de COVID-19. En conséquence, le ministre de la santé du Kerala, K.K. Shailaja, a gagné le surnom de » **Coronavirus Slayer** / Tueur de coronavirus » en raison de l'approche rapide et complète de l'État pour briser la chaîne d'infection. Tous les sondages indiquent que la gauche reviendra au gouvernement, mettant ainsi fin à une tendance anti-incumbence dans l'État depuis 1980.

Vijay Prashad s'entretient avec le ministre des Finances du Kerala, Thomas Isaac, au sujet des prochaines élections législatives au Kerala, avec l'aimable autorisation de *Peoples Dispatch*.

Pour mieux comprendre les grands progrès réalisés par le gouvernement du Front démocratique de gauche au cours des cinq dernières années, je me suis entretenu avec le ministre des Finances du Kerala, T. M. Thomas Isaac, membre du Comité central du Parti communiste indien (marxiste). Isaac commence par me dire que le va-et-vient entre le Front de gauche et le Front de droite, comme il l'appelle, a « coûté au Kerala beaucoup d'avancées sociales ». Si la gauche gagne à nouveau, dit-il, elle « sera au pouvoir sans interruption pendant dix ans. C'est une période suffisamment longue pour laisser une empreinte très importante sur le processus de développement du Kerala ».

Selon M. Isaac, l'orientation générale de la gauche à l'égard du développement du Kerala a été « une sorte de triple-saut : *hop, step, jump* » :

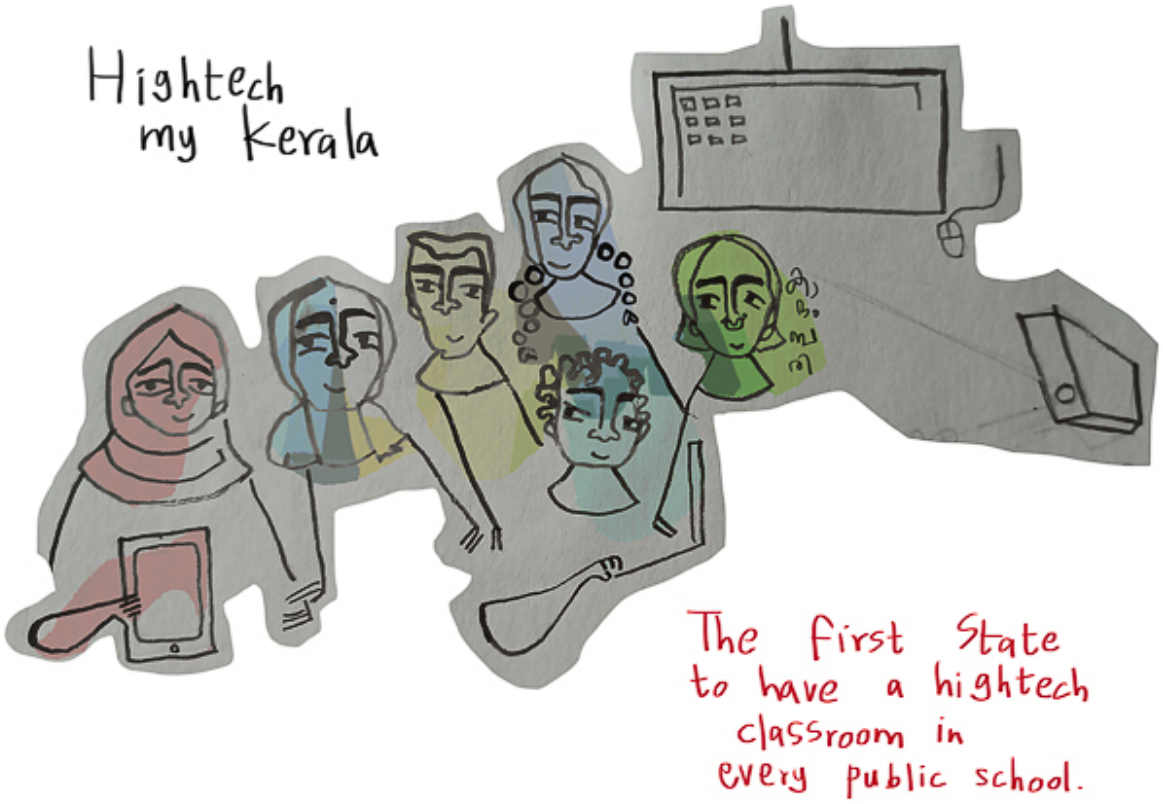
> *Le hop, la première étape, a été une politique de redistribution. Le Kerala a été très remarqué pour cela. Notre mouvement syndical a réussi à obtenir une redistribution significative des revenus. Le Kerala a les taux de salaire les plus élevés du pays. Notre mouvement paysan a pu redistribuer les biens fonciers grâce à un programme de réforme agraire très réussi. De puissants mouvements sociaux qui précèdent même le mouvement de gauche au Kerala, [et] dont la gauche a perpétué la tradition, ont fait pression sur les gouvernements successifs au pouvoir au Kerala pour qu'ils assurent l'éducation, les soins de santé, [et] les besoins fondamentaux de chacun. Par conséquent, au Kerala, une personne ordinaire jouit d'une qualité de vie bien supérieure à celle du reste de l'Inde.*
>
> *Mais il y a un problème avec ce processus. Comme nous devons dépenser beaucoup dans le secteur social, il n'y aura pas assez d'argent [ou] de ressources pour construire des infrastructures. Ainsi, [après] un programme de développement social étalé sur plus d'un demi-siècle, il y a un sérieux déficit d'infrastructures au Kerala.*
>
> *Notre gouvernement actuel a fait preuve d'une grande efficacité dans la gestion des crises, en veillant à ce qu'il n'y ait pas d'effondrement social, en s'assurant que personne au Kerala ne souffrirait de la faim, et que tout le monde puisse être soigné pendant la période du COVID, etc. Mais nous avons fait quelque chose de plus remarquable.*



Junaina Muhammed (India), Green Kerala/ Le Kerala vert, 2021.

Ce que le gouvernement a fait, c'est de construire l'infrastructure de l'État et de commencer à pivoter vers une autre base économique. Le montant nécessaire pour améliorer l'infrastructure est énorme, environ 60 000 crores de roupies (ou 11 milliards de dollars). Comment un gouvernement de gauche peut-il réunir les fonds nécessaires pour financer ce type de développement infrastructurel ? Le Kerala, en tant qu'État indien, ne peut emprunter au-delà d'une certaine limite. Le gouvernement de gauche a donc mis en place des instruments tels que le *Kerala Infrastructure Investment Fund Board* (KIIFB). Grâce à ce conseil, le gouvernement a pu dépenser 10 000 crores de roupies (1,85 milliard de dollars) et « a produit un changement remarquable dans les infrastructures ». Après la redistribution (*hop*) et le développement des infrastructures (*step*), vient le saut (*jump*) :

> *C'est le programme que nous avons présenté au peuple. Maintenant que l'infrastructure est là, [comme] les lignes de transmission, l'électricité assurée, les parcs industriels pour que les investisseurs viennent investir, nous aurons K-FON [Kerala-Fibre Optic Network], une super-autoroute d'Internet appartenant à l'État, qui est disponible pour tout fournisseur de services. Il garantit l'égalité de traitement pour tous ; personne ne bénéficiera d'un avantage [indu]. Et nous allons fournir l'internet à tout le monde. C'est le droit de chaque individu. Tous les pauvres vont bénéficier gratuitement d'une connexion à large bande.*
>
> *Tout cela nous a fourni un contexte qui nous permet de faire le prochain grand saut. Nous voulons maintenant changer la base économique de notre économie. Notre base économique est constituée de cultures commerciales, qui connaissent une grave crise en raison de l'ouverture [au « libre-échange »], ou d'industries traditionnelles à forte intensité de main-d'œuvre, ou d'industries chimiques très polluantes, etc. Par conséquent, nous nous rendons compte aujourd'hui que les industries qui sont au cœur de nos compétences sont les industries de la connaissance, les industries de services, les industries basées sur les compétences, etc. Maintenant, comment faire ce changement de paradigme de votre base économique traditionnelle à la nouvelle [base] ?*



Kadambari Vaiga (India), High-tech School / Ecole Haute-technologie, 2020.

Quelles seront les nouvelles opportunités économiques pour le Kerala ? Tout d'abord, en raison du passage à l'économie de plateforme numérique, le Kerala va maintenant développer son industrie informatique avec les immenses avantages des taux d'alphabétisation élevés de l'État ainsi que de la connectivité Internet financée à 100 % par l'État qui sera bientôt disponible pour toute la population. Selon M. Isaac, cela « va avoir un impact considérable sur l'emploi des femmes ». Deuxièmement, le gouvernement de gauche du Kerala va restructurer l'enseignement supérieur afin de promouvoir l'innovation et d'approfondir l'histoire du Kerala en matière de production coopérative (l'exemple ici est la Uralungal Labour Contract Cooperative Society, qui a récemment reconstruit un vieux pont en cinq mois, soit sept mois avant la date prévue).

Le Kerala vise à dépasser les paradigmes du modèle du Gujarat (taux de croissance élevés pour les entreprises capitalistes, mais peu de sécurité et de bien-être sociaux pour la population), du modèle de l'Uttar Pradesh (ni croissance élevée, ni bien-être social), ainsi que d'un modèle qui fournirait un bien-être élevé mais peu de croissance industrielle. Le nouveau projet du Kerala a l'ambition d'une croissance élevée mais contrôlée et un bien-être social élevé. "Nous voulons créer au Kerala [la base pour] la dignité individuelle de la vie, la sécurité et le bien-être, déclare Isaac, ce qui nécessite à la fois l'industrie et le bien-être. Nous ne sommes pas un pays socialiste, me rappelle-t-il, nous faisons partie du capitalisme indien. Mais dans cette partie, dans les limites fixées, nous concevrons une société qui inspirera tous les penseurs progressistes de l'Inde. Oui, il est possible de construire quelque chose de différent. C'est l'idée du Kerala".



Un élément clé dans le modèle du Kerala est la puissance des mouvements sociaux qui saisissent l'État. Parmi eux, il y a un front de masse du mouvement **communiste** centenaire et de l'*All-India Democratic Women's Association* (AIDWA), qui s'est formé il y a quarante ans, en 1981, et qui compte plus de dix millions de femmes. L'une des fondatrices de l'AIDWA était Kanak Mukherjee (1921-2005). Kanakdi, comme on l'appelait, a rejoint le mouvement pour la liberté à l'âge de dix ans et n'a jamais cessé de lutter pour émanciper notre monde des chaînes du colonialisme et du capitalisme. En 1938, à l'âge de dix-sept ans, Kanakdi a rejoint le Parti communiste indien, utilisant ses immenses talents pour organiser les étudiants et les travailleurs industriels. En 1942, dans le cadre de la lutte antifasciste, Kanakdi a participé à la fondation du Mahila Atma Raksha Samiti (« Comité d'autodéfense des femmes »), qui a joué un rôle clé dans l'aide aux personnes dévastées par la famine de 1943 au Bengale – une famine créée par la politique impérialiste qui a fait jusqu'à trois millions de morts. Ces expériences ont renforcé l'engagement de Kanakdi dans la lutte communiste, à laquelle elle a consacré le reste de sa vie.

Pour rendre hommage à cette pionnière communiste, Tricontinental : Institut de Recherche sociale a consacré notre deuxième **étude** sur le féminisme (*Women of Struggle, Women in Struggle / Femmes de lutte, femmes en lutte*) à sa vie et à son travail. Le professeur Elisabeth Armstrong, qui a joué un rôle clé dans cette étude, a récemment publié un **livre** sur l'AIDWA, qui est maintenant disponible en livre de poche chez LeftWord Books.

Aujourd'hui, des organisations telles que l'AIDWA continuent de renforcer la confiance et le pouvoir des femmes de la classe ouvrière et des agricultrices, dont le rôle a été considérable au Kerala et dans la révolte paysanne, ainsi que dans les luttes à travers le monde. Elles expriment non seulement sleurs souffrances mais aussi leurs aspirations, leurs grands rêves d'une société socialiste – des rêves qui doivent être construits parallèlement à d'autres instruments comme le gouvernement du Front démocratique de gauche au Kerala.

Chaleureusement,

Vijay

<Je suis Tricontinental>

Emiliano Lopez

Chercheur, Bureau argentin

Je partage mes journées entre la coordination de différents projets de recherche pour l'Institut de recherche sociale Tricontinental, l'enseignement de cours universitaires virtuels et l'éducation de mes jeunes enfants. Chaque jour, je cherche à comprendre pourquoi le monde a basculé. J'ai étudié l'inégalité engendrée par l'impérialisme dans les pays du Sud, en particulier en Amérique. Je réfléchis également en permanence à la manière de soutenir l'organisation de notre peuple dans le Sud par notre modeste travail.

**Traduit de l'anglais par Claire Savina*



I am Tricontinental:

Emiliano López. Researcher, Buenos Aires office.

I divide my days into coordinating different research projects for Tricontinental: Institute for Social Research, teaching virtual university classes, and caring for my young children. Every day I seek to understand why the world has turned upside down. I have been studying the inequality caused by imperialism in the Global South, particularly in Latin America – in 'Our America' (Nuestramérica). I am also always thinking about how to support the organisation of our people in the South with our modest work.

tricontinental